

POUVOIRS DE LA CLASSE

La salle de classe a fait ces dernières années une apparition remarquée dans les débats politiques : on s'interroge (et parfois on se déchire) sur ce que l'on doit y enseigner, sur ce que l'on doit y lire, et sur les manières de s'y comporter. Cette politisation contemporaine de la classe, dont la polémique récente autour de l'usage pédagogique du mot en N aura été une manifestation marquante, s'est pourtant développée dès les années 1970, alors que différents courants pluralistes repensaient l'usage du corpus des auteurs canoniques dans les sciences sociales et les humanités dans les universités américaines.

La pertinence, la représentativité et ce que l'on pourrait appeler la monumentalité acritique de la littérature des « *dead white males* » ont alors été frontalement remises en question. Dans cette critique se font entendre des revendications de démocratisation des savoirs et de diversification des contenus pédagogiques, qui ébranlent des certitudes séculaires quant à l'excellence d'une transmission culturelle qui reproduit l'hégémonie blanche, masculine et occidentale, tout en ignorant le bagage civilisationnel noir, autochtone, féminin, queer, handicapé. La résistance à cette mouvance transformatrice a été vigoureuse, et elle a donné lieu à ce qu'on a appelé les *culture wars* : une défense passionnée de la culture occidentale, de son orientation patriarcale, des valeurs familiales traditionnelles, et de la supériorité des nations judéo-chrétiennes (lire : blanches).

Dans les années 2000, cette « guerre » s'est généralisée et a pris un caractère transnational, le pluralisme étant un fait massif de la contemporanéité occidentale. Cela illustre de manière puissante ce lien indissociable entre salle de classe et classes sociales qui fait l'objet de ce dossier, mais plus encore l'intrication objective entre les questions de classe, de race et de genre. Plus que jamais, en réaction à ce qui est qualifié tantôt de « politiquement correct », tantôt d'intersectionnalité, tantôt de « *cancel culture* », et qui est conçu comme une dérive idéologique de la pédagogie qui serait articulée à des mouvements sociaux transféministes, identitaires ou antiracistes, la classe est l'objet de velléités explicites de contrôle. Des lois interdisant dans plusieurs États américains l'enseignement de ce que les agitateur-riche-s conservateur-riche-s appellent la « *critical race theory* » jusqu'aux intentions du gouvernement du Québec de légiférer pour protéger une liberté académique qu'il estime menacée, un désir de contrôler la classe depuis les plus hautes sphères du pouvoir est manifeste.